

l'Humain d'abord !

Avec **Fabien ROUSSEL**, député du Nord
et **Alain BOCQUET**, député honoraire

#4
Juin 2019

ÉDITO



LE TEMPS DE L'UNION

À l'issue des élections européennes, le parti du président de la République et celui de l'extrême droite sont arrivés en tête.

Les forces progressistes de gauche, elles, ont enregistré un des résultats les plus bas de leur histoire. Seul le parti écologiste progresse, illustrant ainsi la volonté de plus en plus forte de nos concitoyens de relever le défi climatique.

Pour beaucoup de salariés, de retraités, de personnes en situation d'exclusion, les questions liées au pouvoir d'achat, aux salaires, au niveau des pensions, à l'accès aux soins et plus globalement à la vie chère restent d'une actualité brûlante. C'est vers eux que toute notre énergie est mobilisée.

Je pense aussi aux salariés d'Ascoval en colère face à un avenir incertain. En ne travaillant qu'une semaine sur quatre depuis février dernier, ils perdent en moyenne 450 euros par mois ! Cette situation n'est pas acceptable, encore moins durable. Il est urgent que l'État s'engage à nationaliser l'entreprise temporairement, en créant une société capable de reprendre Ascoval, le site d'Hayange et celui des Pays-Bas pour développer cette filière acier électrique garante de notre souveraineté économique.

Une souveraineté également mise en cause avec le groupe Renault depuis que les Italiens du groupe Fiat ont décidé de le racheter pour devenir majoritaires. Allons-nous laisser filer ainsi nos plus beaux fleurons industriels sans réagir ?

Emploi, environnement, niveau de vie : les défis ne manquent pas pour notre pays, pour notre région et pour la plus grande majorité d'entre nous.

Le temps d'une large union des progressistes est plus que jamais à l'ordre du jour pour repousser les vents mauvais du nationalisme et la tentation du repli sur soi.

Fabien Roussel

GRAND DÉBAT

Justice sociale, justice fiscale !



Le 29 mars, Fabien Roussel, avec une délégation d'élus des Hauts-de-France, a remis au président de la République dix propositions pour vivre mieux.

Le message était pourtant clair. Pendant des mois, de la crise des gilets jaunes aux réunions du Grand Débat, notamment les sept que nous avons organisées dans le Valenciennois, les Français ont exprimé une grande colère et de nombreuses attentes : davantage de justice fiscale, de justice sociale, des services publics de proximité maintenus, des salaires plus élevés pour vivre dignement... À toutes ces revendications, le président de la République a répondu à côté. Le rétablissement de l'impôt de solidarité sur les grandes fortunes ? Aux oubliettes ! La lutte contre l'évasion fiscale ? Faisons d'abord un rapport (parmi tant d'autres, on lui conseille la lecture de ceux rédigés par Alain et Éric Bocquet à l'Assemblée nationale et au Sénat) ! Des salaires plus élevés et moins de TVA ? Circulez, y'a rien à voir !

Des solutions en trompe-l'oeil

Au contraire, le Président maintient son cap vers une société au service des plus aisés, en faveur du capital, qui privatise tout et crée tant d'inégalités et d'injustices.

L'argent débloqué pour les retraités servira à peine à compenser ce que le gouvernement leur a pris.

Les baisses d'impôts annoncées ? C'est bien mais si l'on n'augmente pas l'impôt des plus riches dans le même temps, comment va-t-on financer nos services publics ? Qui va en supporter le coût ? Si demain, des places manquent en crèche, si les prix de la cantine augmentent, si des maternités ferment, alors ce sera une nouvelle fois la grande majorité des Français qui sera pénalisée. La question du pouvoir d'achat mérite mieux que des solutions en trompe-l'oeil, comme le recours à la prime d'activité pour renforcer le bulletin de paie.

C'est pourquoi il faut prendre des mesures fortes pour le pouvoir d'achat, pour nos services publics et pour relever le défi climatique. Ce sont les dix propositions que nous avons remises au président de la République.

Nos dix propositions

- 1 Augmenter le SMIC (20%), les salaires et les minima sociaux. Contraindre les entreprises à l'égalité professionnelle femmes-hommes. Porter les retraites à 1 400 euros minimum.
- 2 Organiser un plan de lutte contre l'exclusion et la grande pauvreté. Rembourser les soins à 100%, indexer les retraites sur le salaire moyen.
- 3 Lancer un plan d'urgence pour la reconstruction des services publics.
- 4 Nationaliser une grande banque privée, au service de l'emploi, de la renaissance industrielle, de la transition écologique.
- 5 Prioriser les transports collectifs publics, avec extension de la gratuité pour les transports locaux. Doubler la part du fret ferroviaire, contre le tout-route.
- 6 Rénover énergétiquement un million de logements et les bâtiments publics.
- 7 Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité, rendre l'impôt plus juste, plus progressif.
- 8 Rétablir l'ISF, taxer les dividendes. Atteindre le zéro fraude fiscale. Supprimer le CICE et réorienter cet argent vers les PME et TPE.
- 9 Rendre le pouvoir au Parlement contre la monarchie présidentielle. Instaurer un référendum d'initiative populaire. Mettre en place des pouvoirs décisionnels des salariés à l'entreprise.
- 10 Sortir du pacte budgétaire européen : priorité aux dépenses sociales et écologiques.

DANS LA CIRCONSCRIPTION ET À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Violences conjugales



Nous avons été nombreux à interpeller la secrétaire d'Etat à l'égalité femmes - hommes en février dernier sur les violences conjugales. Alors que 130 femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint en 2018, il n'est pas normal que les associations de lutte contre les violences conjugales comme le CIDFF dans le Valenciennois, soient menacées de fermer, faute d'agrément dispensé par la délégation régionale aux droits des femmes.

CAF : n'en jetez plus, la cour est pleine !



L'extension de la prime d'activité annoncée par le président de la République pour calmer la colère populaire a entraîné une augmentation massive des demandes reçues dans les CAF. Faute de renforcement de leurs équipes, le traitement des dossiers d'aides au logement, d'allocations familiales, de RSA... prend un retard considérable et les CAF sont contraintes de fermer leur accueil au public. Et le chef de l'Etat leur confie désormais le soin de recouvrir les pensions alimentaires impayées. Pour assurer leurs missions de service public, les CAF ont grand besoin d'effectifs complémentaires.

Hommage aux Résistants



Ce 27 mai, à l'occasion de la journée nationale de la Résistance, le député et la municipalité d'Anzin ont rendu hommage aux jeunes résistants du Nord-Pas-de-Calais, devant la stèle Eusebio Ferrari.

Google doit payer ses impôts en France



Début janvier, Fabien Roussel et une délégation de parlementaires communistes se sont rendus au siège de Google France, à Paris, afin d'exiger que la multinationale américaine paie ses impôts en France au même niveau que nos PME. Actuellement, Google paie 3% d'impôts en France grâce à des montages d'optimisation fiscale, contre 25% en moyenne pour nos PME. En parallèle, Google touche même des aides publiques de l'État, comme le CICE. Il faut mettre en place le prélèvement à la source des bénéfices des multinationales.

LOGEMENT

Relancer la construction pour répondre dignement aux attentes légitimes

Le parc social sous haute tension



Au fil des permanences du député, les demandes d'intervention s'accumulent, synonymes d'une accablante pénurie de logements.

Chaque dossier témoigne toujours d'un profond désarroi, malgré des situations différentes. Celle de Jean-François (le prénom a été changé) en apporte à elle seule un exemple saisissant. En instance de divorce, le locataire valenciennois se retrouve seul, après le départ de son fils, dans un appartement devenu trop grand pour lui. Le RSA auquel il se raccroche pour vivre lui permet tout juste de payer son loyer. Pour lui, comme pour tous les autres, la recherche d'un nouveau logement social dans le Valenciennois s'apparente à une course d'obstacles.

De 300 à... 90 constructions par an

Face à un tel constat, la logique voudrait que l'on encourage massivement la construction et les réhabilitations. Hélas, la baisse des APL et les contraintes financières imposées aux bailleurs par le gouvernement ont, au contraire, entraîné un ralentissement, puis une baisse sensible des programmes immobiliers.

Dans le Valenciennois, un bailleur pourtant bien implanté, est ainsi passé d'un rythme de 300 constructions par an à... 90, en raison des décisions gouvernementales qui ont affecté sa trésorerie. Même constat pour les travaux d'entretien du patrimoine existant, eux aussi fortement réduits. Pour faire face à l'ampleur

des besoins, l'État doit redonner du souffle, et donc des crédits, aux acteurs du logement social. Tel est le sens de l'interpellation par Fabien Roussel du ministre en charge de la Ville et du Logement. Annoncé voici deux ans par le président de la République fraîchement élu, le choc immobilier est bien là... Mais hélas pas dans le sens promis.

Tous les indicateurs sont dans le rouge. En 2018, les mises en chantier de logements ont ainsi reculé de 4,2 % à 419.000 unités. Et les permis de construire ont piqué du nez de 7,1 % à 460.500. Attention au risque d'effondrement.

Garder sa maison malgré des ressources en baisse

Les locataires ne sont pas les seuls à souffrir du manque d'offres de logements. De plus en plus de particuliers, propriétaires de leur logement, sont confrontés eux-aussi à de grandes difficultés lorsque leurs ressources diminuent, après un accident de la vie ou tout simplement quand ils prennent leur retraite. Faute d'argent, ils renoncent ainsi aux nécessaires travaux d'entretien et leur bien se dégrade inexorablement, parfois au point de devenir insalubre et dangereux.

Du fait de leur statut, ces propriétaires occupants n'ont quasiment pas accès aux aides sociales. Seule solution alors : vendre leur bien et intégrer le parc social ou une structure d'accueil pour personnes âgées... Souvent après de long mois d'attente, compte-tenu du nombre croissant de demandes.

Pour mettre fin à cette injustice, l'État doit là aussi déployer des moyens suffisants pour permettre à ces propriétaires de demeurer dans leur logement, souvent le fruit du travail de toute une vie.



SPORTS

Les Conseillers techniques et sportifs menacés

Les plus renommés des CTS sont entraîneurs de Teddy Riner, Renaud Lavillenie ou Martin Fourcade, tous champions olympiques. Mais cette « vitrine », aussi prestigieuse soit-elle, ne représente qu'une partie de l'action des Conseillers techniques et sportifs (CTS), au cœur d'une réforme globale du modèle sportif français très controversée. Placés auprès des fédérations sportives par l'État depuis les années soixante, les CTS sont actuellement principalement recrutés via le concours de professorat du sport (fermé cette année) ou bien sont détachés de différents ministères. Le gouvernement souhaite rompre ce lien avec la fonction publique en passant d'une simple mise à disposition à un détachement définitif vers les fédérations, qui prendraient en charge les salaires. Un projet qui suscite l'opposition d'une grande partie du mouvement sportif, à commencer par de nombreux champions, soutenus par des députés et des sénateurs. Pourquoi ?

Une illusion de dialogue

Aujourd'hui, on recense 1570 CTS. Leurs missions vont de la préparation olympique des sportifs de haut niveau jusqu'à la coordination des équipes techniques, en régions, la formation ou le développement des programmes. En tant que cadres d'Etat, indépendants des fédérations et de leurs dirigeants, les CTS sont ainsi les garants des grandes orientations du ministère : sport de masse, développement de la pratique féminine, prise en compte du handicap, lutte contre les inégalités sociales, ouverture vers les quartiers...

Voulu par le général de Gaulle, ce modèle, envié dans le monde entier, a permis l'éclosion de grands champions, dans quasiment toutes les disciplines. « Sans lui, je ne serais jamais devenue championne olympique », reconnaît la judokate Amandinoise **Cécile Novak**. Je suis issue d'un milieu ouvrier,



Beaucoup de petits clubs redoutent un désengagement du ministère des sports.

avec toutes les valeurs forgées dans les corons. Je dois beaucoup au service public, c'est pour cela que j'y suis très attachée. Lui seul peut réduire les inégalités ».

Face à la fronde qui s'est levée, l'actuelle ministre des sports a décrété une « pause » dans la réforme, le temps d'engager une « démarche de concertation sincère et constructive ». Une « illusion de dialogue », ont déjà dénoncé plusieurs syndicats, toujours vent debout contre un projet gouvernemental qui vise essentiellement à effacer 1 600 postes de la fonction publique. La réouverture des concours aux professeurs de sport et l'abandon définitif de l'amendement instituant le détachement d'office des Conseillers techniques sportifs aux fédérations d'ici 2025 favoriseraient déjà un retour au calme, indispensable dans la préparation des Jeux olympiques de 2020 et bien sûr de Paris, en 2024.

Une certaine idée du sport à la française est en jeu.

DANS LA CIRCONSCRIPTION ET À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Pour un Airbus du rail

Comme prévu, l'Union européenne a refusé la fusion entre Alstom et Siemens. Il faut maintenant travailler à un vrai « Airbus du rail », avec un Groupement d'intérêt économique associant les États et les industriels. C'est de cette manière, et non par des rapprochements purement capitalistiques, que l'on pourra impulser un grand plan de développement du fret ferroviaire en Europe pour relever le défi écologique. La Banque centrale européenne jouerait pleinement son rôle en finançant à taux zéro une telle démarche industrielle.



Les banquets des aînés ont réuni beaucoup de monde, comme ici, à Nivelle, au cours desquels les retraités aiment se retrouver, danser et passer un bon moment de convivialité.

Une marchandisation du sang inacceptable

Détenu à 100% par l'État, le Laboratoire du fractionnement et des biotechnologies (LFB) s'appête à tourner le dos à sa mission de service public en ouvrant son capital au privé. Cette perspective, synonyme de marchandisation du don du sang, met en péril la fabrication de dix médicaments destinés à soigner des maladies rares, au seul motif qu'ils ne seraient pas « rentables ». En l'absence de certitudes sur l'existence de médicaments alternatifs abordables à l'étranger, un tel arrêt signifierait clairement une mise en danger d'une partie des patients concernés en France. Il faut maintenir la participation de l'État à hauteur de 100% dans le capital de LFB et lui accorder les moyens financiers nécessaires pour assurer sa mission de service public.

Hommage à Julien Lauprêtre



Cheminot, résistant, communiste, infatigable militant du bonheur des hommes, Julien Lauprêtre, président du Secours populaire français, nous a quittés le 26 avril. Des centaines de milliers de familles, d'enfants ont retrouvé le sourire et une part de dignité grâce au Secours populaire et à tous ses bénévoles.

La mobilisation a fait bouger la Poste



Les habitants de Raismes-Sabatier, un quartier qui compte 2 800 âmes, n'avaient plus accès qu'à une seule boîte aux lettres pour y poster leur courrier. Armés de pinces à linge, ils accrochèrent leur courrier sur leur boîte aux lettres personnelle pour que le facteur le ramasse. La Poste a entendu le message : d'ici les prochaines semaines, la Poste installera une nouvelle « boîte jaune ».

SANTÉ

Pas d'économies sur le dos des malades d'Alzheimer



Le déremboursement de quatre médicaments, décidé par le gouvernement, a plongé de très nombreux malades d'Alzheimer dans le désarroi.

Au nom d'arguments contestés par de nombreux spécialistes, le gouvernement a ordonné l'arrêt, à partir du 1er août 2018, du remboursement de quatre médicaments prescrits pour remédier aux effets de la maladie d'Alzheimer. Prise en réalité pour des raisons purement économiques, cette mesure a plongé de très nombreux malades dans le désarroi. Environ trois millions de personnes sont directement ou indirectement touchées par la maladie en France, avec près de 225 000 nouveaux cas diagnostiqués chaque année.

Cette profonde détresse a été mesurée par l'association France Alzheimer dans une enquête réalisée du 9 octobre au 16 novembre 2018.

Rupture du lien thérapeutique

Résultat : **pour 52% des personnes interrogées, l'arrêt brutal des traitements a entraîné une aggravation précipitée des troubles.** Pour ceux qui ont continué à utiliser au moins l'un des médicaments, le reste à charge a considérablement augmenté, d'autant que la TVA sur ces produits a bondi de huit points. Enfin,

le lien thérapeutique entre le médecin et son patient s'est rompu.

Seules 55% des personnes ayant décidé de ne plus prendre de traitements continueront à consulter un médecin spécialiste, quand 38% ont d'ores et déjà arrêté de lui rendre visite et que 7% l'envisagent. Pour toutes ces raisons, le gouvernement doit revoir sa copie de toute urgence et rétablir le remboursement des quatre médicaments, comme le lui a réclamé Fabien Roussel par le biais de deux questions écrites.

CONVIVIALITE

Rendez-vous le dimanche 7 juillet à Raismes pour la deuxième fête de l'Humain d'abord



L'an passé, nous étions un bon millier réunis dans le parc du château de la Princesse, à Raismes, pour partager en famille un moment de convivialité et de fraternité, sous le signe de l'Humain d'abord. Il ne manquait rien, pas même un soleil éclatant, pour faire de cette première une grande réussite. Rendez-vous est donc pris pour la deuxième édition, programmée au même endroit, le dimanche 7 juillet. Et comme on ne change pas une recette qui gagne, de nombreuses animations, un village associatif, des jeux pour enfants et des concerts rythmeront à nouveau la journée.

Le repas, lui, sera concocté par des agriculteurs de notre département pour favoriser les circuits courts et les productions locales. Prix de l'assiette, boissons non comprises : 10 euros (5 euros pour les enfants de moins de douze ans).

OUVERTURE DES PORTES À 11 H.

Réservations obligatoires sur : www.rouselfabien.com/7juillet ou directement à la permanence : **03 27 27 86 40.**

PERMANENCES AVEC VOTRE DÉPUTÉ

de 9 h à 10 h 30
Sur rendez-vous au **03 27 27 86 40**

JUIN

- Saint-Amand-les-Eaux le **14/06**, Espace Raymond-Bédé, 101, rue du Faubourg de Tournai.
- Raismes - Sabatier le **21/06**, Maison de quartier, 78D rue Thiers.
- Anzin le **28/06**, Hôtel de Ville, place Roger Salengro.

JUILLET

- Raismes le **12/07**, Hôtel de Ville, Grand Place.

SEPTEMBRE

- Anzin le **06/09**, Hôtel de Ville, place Roger Salengro.
- Vieux-Condé le **27/09**, Maison pour Tous Frank Trommer, 75 rue D'Anjou.

OCTOBRE

- Raismes le **11/10**, Hôtel de Ville, Grand Place.
- Saint-Amand-les-Eaux le **18/10**, Espace Raymond-Bédé, 101, rue du Faubourg de Tournai.
- Bruille-Saint-Amand le **25/10**, Mairie, place Roger Salengro.

NOVEMBRE

- Mortagne-du-Nord le **08/11**, Hôtel de Ville, place Paul-Gillet.
- Escautpont le **15/11**, Hôtel de Ville, 7 rue Henri-Durre.
- Saint-Amand-les-Eaux le **22/11**, Espace Raymond-Bédé, 101, rue du Faubourg de Tournai.
- Raismes - Sabatier le **29/11**, Maison de quartier, 78D rue Thiers.

DÉCEMBRE

- Anzin le **06/12**, Hôtel de Ville, place Roger Salengro.

NOUS CONTACTER

@ contact@rouselfabien.com

rouselfabien.com

f t i Fabien Roussel

03.27.27.86.40

4, rue Jean-Jaurès, BP 30056
59860 Bruay-sur-l'Escaut

**Permanence sans rendez-vous
tous les mardis de 10 h à 12 h**

CONSULTATION

Une pétition citoyenne pour dire « non » aux fermetures d'hôpitaux et d'EHPAD



Le député du Nord Alain Bruneel, avec ses collègues parlementaires communistes, a déposé une proposition de loi pour exiger un coup d'arrêt sur les fermetures de lits d'hôpitaux, de services d'urgence, de maternités...

Les parlementaires communistes ont décidé d'organiser un « Tour de France des hôpitaux et des EHPAD ». Depuis un peu plus d'un an, ils se sont déplacés aux quatre coins de la France, dans les territoires d'Outre-mer, ont visité plus de 135 établissements, et rencontré quelques milliers de personnes.

Une campagne nationale

Partout un même écho résonne, celui de la souffrance et de l'obligation de devoir « toujours faire plus avec moins de moyens ». Les personnels sont épuisés, éreintés par les politiques d'austérité successives à l'œuvre depuis de nombreuses années dans le monde hospitalier. Les conditions de travail et d'accueil ne cessent de se dégrader. Au-delà du manque de moyens, l'offre de soins tend même à se réduire sur les territoires avec des fermetures de lits, de services ou d'établissements.

Début mai, à l'Assemblée nationale, le député du Nord Alain Bruneel, avec ses

collègues parlementaires, a déposé une proposition de loi exigeant de suspendre toutes les fermetures de lits, de services et d'établissements, mais aussi l'arrêt des groupements hospitaliers de territoires. Cette initiative, issue de l'opposition, n'a toutefois qu'une chance infime d'être soumise par la majorité au vote du Parlement.

Aussi, après les récentes déclarations du président Macron sur l'abaissement à 1 million du nombre de signatures nécessaires pour saisir le Parlement, Alain Bruneel a décidé de prendre le président au mot.

Depuis le 17 mai dernier, le député a ainsi lancé une campagne nationale de pétition citoyenne pour porter cette proposition de loi au vote du Parlement.

Jours après jours, semaines après semaines, il s'agira de récolter au minimum un million de signatures.

STOP À LA FERMETURE DE SERVICES DANS NOS HÔPITAUX PUBLICS !

Signez et faites signer la pétition sur le site : www.urgencesante.org

OU REMPLISSEZ CE COUPON ET RENVOYEZ-LE À L'ADRESSE SUIVANTE :
Fabien Roussel - 4, rue Jean-Jaurès - BP 30056 - 59860 Bruay-sur-l'Escaut

Nom : Adresse :
Prénom :
Téléphone : Mail :